Sanitaires à l'école : levons le tabou !

Actes du séminaire de réflexion et d'échanges

Fonds BYX

géré par la Fondation Roi Baudouin

Sanitaires à l'école : levons le tabou !

Actes du séminaire de réflexion et d'échanges

Jeudi 12 mars 2015
Moulin de Beez
Avec la collaboration de l'ASBL Question Santé

Fonds BYX

géré par la Fondation Roi Baudouin

COLOPHON

Sanitaires à l'école : levons le tabou !
Actes du séminaire de réflexion et d'échanges

Une édition de la Fondation Roi Baudouin, rue Brederode 21 à 1000 Bruxelles

AUTEUR — Pascale Gruber

COORDINATION — Gerrit Rauws, directeur
POUR LA FONDATION ROI BAUDOUIN — Yves Dario, responsable de projet
Michèle Duesberg, assistante

CONCEPTION GRAPHIQUE — PuPiL
MISE EN PAGE — Jean-Pierre Marsily
PRINT ON DEMAND — Manufast-ABP asbl, une entreprise de travail adapté

Cette publication peut être téléchargée gratuitement sur notre site www.kbs-frb.be
Une version imprimée de cette publication électronique peut être commandée (gratuitement) sur notre site www.kbs-frb.be

DÉPÔT LÉGAL: D/2848/2015/16
N° DE COMMANDE: 3354

Septembre 2015

SOMMAIRE

Introduction 5

Un Fonds se jette à l'eau 7

La fin des silences 9

"Parce qu'il n'y a pas de petits droits…" 15

Le petit coin des témoignages 19

Les toilettes, du côté des jeunes 23

Un projet, pas à pas 26

Des sanitaires comme nous les avons rêvés 27

Vous avez des projets ? Nous avons des outils 31

Le petit coin des questions 35

Place aux projets pour demain 37

Résumé 39

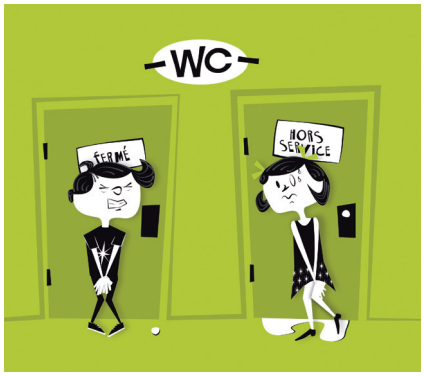
Annexe 1 : Programme du séminaire 41

Annexe 2 : Récolte graphique par Philippe Brasseur, cultivateur d'idées 42

Tous les titres, intertitres et hors texte sont de la rédaction.

INTRODUCTION

DE L'EAU ET DES MAUX



"Sanitaires à l'école : levons le tabou" ! Aucun des mots de ce titre, choisi pour le séminaire de réflexion et d'échanges organisé à l'initiative du Fonds BYX, avec le soutien de l'ASBL Question Santé[1], n'a été choisi par hasard. En effet, ils résultent d'un constat implacable, tiré, entre autres, d'un état des lieux sur l'accessibilité à l'eau[2] dans les écoles : dans un (trop) grand nombre d'entre elles, les sanitaires font largement figure de problème numéro un.

Vétustes, en nombre insuffisant, inadaptés, dégradés, sales, peu sûrs, trop éloignés des salles de classe, abîmés par les élèves, y compris après des rénovations... Le moins sévère des enseignants interrogés leur attribuerait la mention "Peut mieux faire". Et le plus réaliste parlerait probablement de résultats largement insuffisants.

Pourtant, ce problème – loin d'être anodin – n'est finalement que rarement pris en main. Comme si l'hygiène et la santé des élèves, le respect – ou l'absence de respect – qui leur est accordé, et les divers dangers qui découlent de ces situations d'un autre temps et d'une autre époque ne méritaient pas de faire l'objet de politiques engagées et/ou de sérieuses remises en question. Comme si le corps et tout ce qui le concerne n'avaient pas de place au sein de l'école. Ou comme si on pouvait continuer à cacher ou à nier le problème des sanitaires.

Les participants à ce séminaire ont voulu énoncer et affronter ces tabous. Mais, aussi, montrer que des solutions pouvaient être apportées aux problèmes des toilettes à l'école. A partir d'expériences, en croisant les témoignages, en proposant des pistes d'actions, l'objectif est clair : soutenir et fédérer toutes les personnes convaincues que l'état des sanitaires ne peut plus être "oublié" ou négligé, ne serait-ce que parce qu'il détermine (et reflète) le bien-être des jeunes.

1 *Ce séminaire s'est déroulé le 12 mars 2015 au Moulin de Beez.*

2 *"L'école et ses 'fondament'eaux'. Constats et projets pour une politique de l'eau à l'école", mars 2015. Ce document peut être consulté, téléchargé ou commandé en version papier via le site web de la Fondation Roi Baudouin : www.kbs-frb.be (rubrique Publications).*

UN FONDS SE JETTE À L'EAU

par Michel Devriese,
Président du Fonds BYX

Tout a commencé à partir d'un Fonds qui se préoccupe de promotion de la santé des jeunes, d'un premier champ d'actions lié à l'eau dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles… Un état des lieux, un sondage, des projets pilotes, un site et une brochure plus tard, Michel Devriese retrace la genèse de cette histoire. Et annonce un projet destiné à changer les toilettes à l'école. Avec tout ce qui en découle comme intérêt pour les enfants.

Le Fonds BYX est un fonds privé, dont l'objet social est de développer et/ou d'apporter une aide à des projets de promotion de la santé menés par des établissements scolaires, des associations, des institutions d'aide à la jeunesse… Ses initiatives concernent tous les enfants jusqu'à dix-huit ans, et ce sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Lors de la création du Fonds au sein de la Fondation Roi Baudouin, il y a été accueilli à bras ouverts car il en existe très peu qui s'attèlent à la promotion de la santé.

En promotion de la santé, la volonté de lutter contre les inégalités de santé fait partie des objectifs fondamentaux. De fait, le Fonds BYX porte une attention particulière à développer ou à soutenir des projets s'adressant à des groupes d'enfants défavorisés sur le plan socio-économique et/ou dont l'entourage familial est défaillant. Les personnes concernées sont souvent dispersées, cachées au sein de nos populations. Afin de les atteindre, nous menons donc des actions les plus larges possible.

La source d'un projet

Voilà trois ans que le Fonds travaille en toute discrétion. Sa première préoccupation a été, et est encore, de s'intéresser à des actions tournant autour de l'eau. A partir de cette thématique, de ce fil conducteur, nous avons imaginé de développer différentes actions destinées aux écoles.

En plus de l'aspect environnemental, l'eau est à l'origine de quatre problématiques différentes. Fondamentalement se pose tout d'abord la thématique de l'accès à l'eau pour se laver les mains, un geste d'hygiène fondamental, et à l'eau de boisson. Le thème de l'eau se trouve évidemment aussi en lien avec celui des toilettes. Enfin, lorsque des lavabos sont présents, ainsi qu'une équipe éducative sensibilisée, il devient également possible de se brosser les dents à l'école.

Sur ces quatre axes, nous avons mené un travail de fond sur l'accessibilité de l'eau à l'école et sur ce qui en découle. Un état des lieux de la situation a été effectué. Ses résultats ont été publiés dans un rapport : "L'Ecole et ses fondament'Eaux"[3].

Cependant, autour des quatre thématiques envisagées, il est très vite apparu que les toilettes à l'école occupaient la toute première place des préoccupations. Nous avons donc poursuivi notre parcours en menant des expériences pilotes dans des écoles afin d'y d'améliorer l'état des sanitaires.

Ce séminaire donnera l'occasion de présenter les projets pilotes qui ont été développés, d'évoquer un mini-sondage réalisé sur cette problématique des toilettes auprès de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, de découvrir les outils d'aide qui ont déjà été conçus : une brochure, un site web[4]… ; de même que de lancer le premier appel à projets à destination du fondamental. Un second appel sera lancé plus tard à destination du secondaire. Ces appels devraient permettre à un certain nombre d'écoles de mener des expériences semblables à celles des projets-pilotes.

Aujourd'hui, s'ouvre tout un champ de possibles. Nous voulons démontrer, à travers la découverte et la présentation des projets pilotes et des fiches qui en ont été tirées (consultables progressivement à partir de septembre 2015 sur le site), qu'il y a moyen de réaliser des actions efficaces, avec ou sans le soutien financier qui sera octroyé dans le cadre des appels à projets. Et donc de s'engager, en suivant, comme nous, le mouvement de l'eau…

"La conclusion de l'état des lieux sur l'eau dans les écoles est claire : la problématique des toilettes y occupe la toute première place".

3 *"L'école et ses 'fondament'eaux'. Constats et projets pour une politique de l'eau à l'école", mars 2015. Ce document peut être consulté, téléchargé ou commandé en version papier via le site web de la Fondation Roi Baudouin : www.kbs-frb.be (rubrique Publications)*

4 *www.netournonspasautourdupot.be*

LA FIN DES SILENCES

par Sophie Liebman, enseignante

Sophie Liebman, enseignante et auteure d'un mémoire sur la problématique des sanitaires à l'école, le sait: prendre la parole, c'est s'exposer. C'est prendre le risque d'énoncer des propos qui ne plairont peut-être pas à tout le monde. Ou qui choqueront. Mais c'est, aussi, inviter l'autre à partager sa démarche, à débroussailler ensemble. A partir du sens des mots, en allant de la philosophie à la sociologie et en passant par la psychologie et la pédagogie, voici les chemins qu'elle propose de parcourir…

Alors que le corps est l'objet d'un discours permanent dans les médias, dans la publicité, qu'il s'affiche partout sur les murs de nos villes, il semble passer sous silence dans le monde scolaire. Bien sûr, ce corps de la publicité n'est pas celui de la réalité : il est toujours jeune, mince, bronzé, glabre… Bref, parfait. Mais ce n'est pas celui de la vie courante. Et, en réalité, malgré la levée de quelques réticences et la tenue d'un discours en apparence plus libéré, la société occidentale ne paraît en mesure de lui reconnaître ni ses fonctions fondamentales ni son registre pulsionnel.

Certains auteurs affirment même que la modernité fait passer pour libération des corps ce qui n'est qu'éloge d'un corps sain, élancé, hygiénique, éternellement jeune. Selon eux, cette libération ne sera réellement effective que lorsque l'obsession du corps, telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, aura disparu. En effet, face à l'effondrement des idéologies, au doute grandissant à propos des certitudes de la science, dans nos sociétés en plein désarroi, il est à la fois source de mépris et de narcissisme, le lieu d'une violence sociale collective et le lieu d'une violence individuelle psychique (qu'on pense au jogging, aux régimes alimentaires tyranniques qui rythment nos vies, au body-building, aux salles de fitness, etc.).

Ainsi, malgré la tenue d'un discours apparemment libéré, la socialisation des manifestations corporelles se fait toujours sur le mode du refoulement dans la vie publique.

Explication de maux

Pour tenter de comprendre ce qu'évoque, provoque, incite à penser ou à refouler le mot "corps" dans notre monde occidental et, bien sûr à l'école, il me semble indispensable de conduire une brève analyse sémantique.

Sans détailler les différentes acceptions du mot "corps", je vais reprendre simplement celle qui renvoie au concept de la matière et, implicitement, à l'analité, et celle qui s'organise autour de la mort.

Ce terme désigne tout autant l'organisme vivant que le corps inanimé, le corps humain après la mort, l'objet de l'anatomie et toute substance matérielle.

D'emblée, on imagine facilement le malaise que provoquent les sens qui renvoient à l'analité et à la mort, même si cela se situe généralement à un niveau inconscient.

Etymologiquement, ce mot est issu du latin *corpus*, vers 881. Dès l'origine, signale Alain Rey[5], le mot corps est interprété dans l'opposition "corps-âme", "corps-esprit". Dans un contexte culturel catholique, le français glisse aussitôt vers des locutions dépréciatives telles que "*diable au corps".*

En premier lieu, vient le renvoi du mot "corps" à l'analité. Nous savons pertinemment combien tout ce qui touche de près ou de loin à cette *matière* s'avère particulièrement délicat et explosif.

Les choses commencent à évoluer, la littérature pour enfants aborde depuis peu ce thème[6], bien qu'il s'agisse toujours d'un tabou majeur. Les enfants, dans leur immense majorité, considèrent les mots "pipi" et "caca" comme des "mots sales", à prononcer en cachette, exclusivement entre eux, ou comme des insultes, des termes directement provocants. De leur côté, certains parents enjoignent leurs enfants à prononcer "les gros mots aux toilettes"[7]. Je connais personnellement un papa qui interdisait à ses filles le mot "culotte", que l'une d'elles avait judicieusement remplacé dans les conversations familiales par l'expression "mon vilain mot". Elle cherchait par exemple "son vilain mot", égaré dans la salle de bain.

Quant à l'acceptation du mot "corps" autour de la mort, les choses y apparaissent encore plus clairement : l'évocation de la mort semble difficilement supportable à notre monde occidental actuel. La mort est généralement refoulée hors du champ social, individus ou acteurs institutionnels se comportant comme si un accord tacite interdisait à chacun d'y penser, d'aborder le sujet. Grosso modo, depuis les années 1960-1970, ce rejet de la mort est assimilé pour beaucoup à la négation d'un aspect fondamental de la vie. Il correspond, entre autres, à ce que l'on croit être la représentation sociale dominante d'un corps physique éternellement jeune et en bonne santé, notamment dans les médias. Ce refus du vieillissement, de la dégradation, et de son accomplissement inexorable fait que la mort semble au mieux "invisible", au pire dérangeante et inacceptable.

Finalement, il n'est pas tellement étonnant de trouver sous la plume de Michel Foucault le témoignage suivant : "le corps, ce n'était rien du tout, le corps, c'était le mal, le corps, c'était ce qu'on faisait couvrir, le corps, ce dont on apprenait à avoir honte"[8].

Pour conclure sur ce point, l'éclairage apporté par cette analyse contribue à mieux cerner comment et pourquoi le corps et ses excrétions constituent encore et toujours un sujet tabou dans notre univers occidental. "Lorsque nous réfléchissons sur la place du corps en Occident, c'est souvent", ainsi que le déplorait Sartre, "pour le faire sur sa place 'en tant que silence'(…)".

Enfin, si on se penche sur l'histoire du corps, de l'éducation et de l'école, on peut résumer la considération que toutes les civilisations occidentales portent au corps par le mépris, le dressage, la maîtrise du corps et de ses pulsions. Depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, on observe la domination de l'esprit sur le corps et combien cette

5 *Rey, A. (2006) "Dictionnaire historique de la langue française", Editions Le Robert-Sejer, Paris, p.899-900.*

6 *Amant, K. (2005) "Sur le grand WC", Editions Mijade, Namur; Jadoul, E. (2003) "Tout le monde y va", Editions Casterman, Paris; Willems, M. (2005) "L'heure du pipi", Editions Ecole des Loisirs, Paris; Holzwarth, W et Erlbruc, W. (1993) "De la petite taupe qui voulait savoir qui lui avait fait sur la tête", Editions Milan.*

7 *Interview de Roger Dadoun sur France Inter, septembre 2008.*

8 *Foucault, M. (1978) "Dits et écrits", Editions Gallimard, Paris, 1978, Tome III, p.587.*

domination marque de manière irréductible la façon dont nous vivons, ici en Occident, notre rapport au corps. Et, bien sûr, l'école ne fait pas exception à la règle.

Un sujet trivial ?

J'ai choisi d'entreprendre une recherche universitaire sur la place du corps à l'école à travers une porte d'entrée, celle des toilettes.

A première vue, ce sujet semble bien trivial : chacun peut être légitimement appelé à se demander quel en est l'intérêt. Face à l'urgence de trouver des solutions à l'échec scolaire qui interpelle tous les pédagogues, face au niveau des élèves et de leurs résultats qui baissent irrémédiablement selon les enseignants, face aux enquêtes internationales qui classent si mal nos écoles etc., il pourrait ne pas sembler impératif de soulever une problématique comme celle des toilettes scolaires. Cela pourrait paraître dérisoire et, pourquoi pas, choquant aux yeux de certains, par rapport à d'autres priorités.

"Ce qu'on tait m'a toujours paru plus important", écrivait Sollers dans un article consacré aux lieux d'aisance[9]. Pourquoi ignorer, repousser le "sale" et l'innommable de notre réflexion ? Alors que l'idéologie actuelle nous incite de plus en plus à croire à la primauté du corps, il y aurait un interdit de penser les états et les pratiques du corps, à première vue sans dignité ni épaisseur particulière. De surcroît, ajoutait l'écrivain, "sous le regard de la critique ne sauraient défiler que certains gestes et certains actes : les grands, les purs, les beaux, les admirables. Ecartés les sales et les abjects. De quelle valeur s'autoriseraient-ils pour imposer leur présence à nos consciences critiques sourcilleuses et accéder ainsi à la dignité d'objets intellectuellement reconnus ? Penser les pratiques qui permettent de surmonter la saleté, la pourriture, les mauvaises odeurs (…), serait-ce donc se complaire dans le trivial ?"[10].

Si nous sommes ici, si nous avons pris le temps de nous rassembler, c'est qu'il n'est pas tout à fait illégitime de soulever un coin du voile du tabou qui pèse encore sur la vie des élèves, à savoir que nombre d'entre eux se retiennent d'aller aux toilettes toute la journée pour un certain nombre de raisons que nous pourrons détailler ensemble.

Votre présence atteste sans aucun doute de toute l'importance de la question du corps à l'école que pour ma part, j'aborde par celle des toilettes.

Les grands silences

Rares étaient les enfants qui parlaient ou se plaignaient à la maison des conditions sanitaires qui leur étaient imposées à l'école. La majorité d'entre eux n'osait pas braver le tabou exercé sur ce qui touche au corps. Quand on les interroge sur les toilettes scolaires, certains disent encore que ce n'est pas très important, qu'ils sont à l'école pour apprendre, et que le problème des toilettes les concerne peu.

En réalité, ils n'osent pas évoquer un sujet aussi "inconvenant". Ils savent inconsciemment qu'on ne parle pas de ces "choses-là", et ils ont parfaitement intégré le fait que "le corps ne suscite que silence dans l'univers scolaire" ! Cependant, on peut facilement imaginer que l'énergie nécessaire pour se retenir toute une journée a des retentissements sur leur bien-être, sur leur concentration et sur leurs performances au travail.

9 *Sollers, Ph. (1963) "L'intermédiaire", Editions du Seuil, Paris, p.30.*

10 *Ibidem, p.7*

Le corps comme objet de savoir pourrait être interrogé à l'école : la curiosité naturelle des enfants à son égard peut-elle y trouver une place légitime ? En pleine construction identitaire, les questions des élèves au sujet du corps doivent-elles être réprimées, tolérées, contenues, encouragées par l'institution, lorsqu'ils lui manifestent de l'intérêt en dehors du cours de biologie, en particulier dans les toilettes ?

De nombreux enseignants se montrent fort répressifs lorsque des élèves, même en maternelle, passent à l'acte. En réalité, rien n'a préparé les professeurs, à vivre mieux leur corps et la sexualité que la plupart des adultes et des parents de leurs élèves… alors qu'ils doivent faire face au regard, à l'interrogation, au jugement, voire à la provocation des enfants et des adolescents qui les renvoient parfois durement à eux-mêmes, qu'il s'agisse d'écoliers, de lycéens ou de petits du jardin d'enfants.

Le déni en héritage

Je pense qu'il est très important d'aborder les conséquences physiques et psychiques que constituent sur les enfants le fait de se retenir, l'image qu'ils se forgent de leur corps et les représentations qu'ils se font de leurs besoins fondamentaux, ce que cela véhicule. Et, finalement, quel état d'esprit, quelle philosophie de la vie nous leur transmettons par le déni que nous accordons à leurs besoins corporels. Voilà l'angle par lequel j'approche personnellement la question du corps à l'école.

"J'avais 6 ans et j'avais pissé dans mon pantalon. L'instituteur, s'apercevant de la mare d'urine à mes pieds, m'obligea à enlever mon pantalon et mon slip mouillés, et ma punition fut d'aller au coin, les mains sur la tête, cul nu", (Cyril Henno, terminale G2, 1990). Quand Cyril raconte, sa voix tremble. Pourtant ce n'est pas le genre timide… Je ne sais pas ce dont il se souvient de son cours préparatoire, maintenant qu'il est arrivé en terminale : mais cela, il le gardera toute sa vie. Il ne l'a jamais raconté à ses parents, ni à personne d'autre… avant ce cours de philosophie où l'on peut, parfois, prendre le risque de parler et d'écrire dans une relative sécurité"[11].

"Sébastien explique qu'il est très constipé, qu'il se retient au maximum et salit ses slips par engorgement, parce que, dit-il, il n'est pas tranquille aux toilettes. Il ne peut pas aller à la selle à l'école, sauf pendant les cours, quand il est sûr que les élèves ne viendront pas le déranger, l'embêter… Il ne peut pas aller aux WC ailleurs qu'à la maison"[12].

Le poids de la surveillance

La conception panoptique[13], c'est-à-dire le souci de surveiller, de contrôler absolument tout ce qui se passe dans les WC, a guidé la conception architecturale des lieux. "A partir du XIXème siècle, dans les établissements scolaires, les latrines ont bénéficié d'une attention très particulière : elles se devaient d'être conçues pour que les élèves y séjournent un minimum de temps. La hantise des pratiques sexuelles, et spécialement la peur de la masturbation qui obsédait l'époque, guidaient les autorités administratives et médicales. Elles ne pouvaient être envisagées comme des lieux accueillants : 'Qu'elles soient puantes, c'est tant mieux : les élèves y resteront moins longtemps. Chaque 'loge' devait être séparée de sa voisine par une cloison de plâtre

11 *Defrance, B. (1996) "Sanctions et discipline à l'école", Editions Syros, Paris, p.24.*

12 *Neuburger, R. (2000) "Les territoires de l'intime", Editions Emile Jacob, Paris, p.132.*

13 *Dans un bâtiment panoptique (pénitentiaire, hospitalier, etc.), un point d'observation interne permet d'embrasser du regard tout l'intérieur (d'après la définition du Larousse).*

montant du sol à la charpente et la porte était coupée en haut et en bas pour que l'on puisse voir la tête et les pieds des élèves afin de les surveiller"[14].

Evidemment, nous ne sommes plus au XIXème siècle. Malgré tout, rien n'a beaucoup changé en matière de WC scolaires : la localisation, la vétusté des lieux et des installations, l'inadaptation de la taille des cuvettes à la taille des enfants, l'absence de planche, de papier, de fermeture, de lumière, d'intimité ; la saleté, les mauvaises odeurs, la réglementation de la fréquentation sont, parmi de nombreux points, quelques exemples qui empoisonnent littéralement la vie des élèves. Sans même parler de l'irrespect des normes légales en matière de nombre de WC par établissement.

Entre malaise et colère

Il ne s'agit pas non plus de pêcher dans l'angélisme : les enfants ont une part de responsabilité dans l'aspect repoussant des toilettes. Certains d'entre eux salissent certainement malencontreusement les planches car leur taille ne correspond pas à la hauteur des cuvettes. De plus, ils ont rarement à leur disposition des brosses qui leur permettraient de nettoyer ce qu'ils ont sali. Mais le feraient-ils pour autant ? En revanche, un certain nombre d'entre eux expriment leur malaise, leur colère, leur souffrance en se soulageant dans les toilettes directement contre l'école.

Vous vous en doutez : les apprentissages ne sont bien sûr pas toujours une partie de plaisir ! Les matières sont parfois difficiles, rebutantes. Les enfants ont souvent peur de passer pour ridicules aux yeux de leurs pairs. Les enseignants sont parfois maladroits et les sentiments d'humiliation, d'injustice, de mépris, facilement ressentis. Les malentendus sont fréquents dans les relations humaines et, dans la mesure où les toilettes constituent le seul endroit de l'école qui échappe au contrôle social, il est tentant d'y exprimer l'inexprimable !

Pour le dire moins élégamment et plus crûment, certains élèves "chient sur l'école" aux toilettes.

Un lieu de socialisation comme les autres

L'école est bien sûr l'endroit où se transmettent les savoirs, mais elle est aussi, par excellence, celui où se travaille, se construit, pas à pas, la socialisation des individus. Apprendre à vivre ensemble, cela signifie apprendre à vivre en collectivité, accepter de côtoyer des personnes que l'on n'apprécie pas particulièrement mais, aussi, apprendre à partager des lieux, à être des usagers des mêmes objets. Or les toilettes font partie de ces lieux à respecter.

Il ne s'agit évidemment pas pour les enseignants d'apprendre la propreté aux enfants, c'est une tâche clairement dévolue aux parents. Mais considérer les WC comme un objet de socialisation parmi d'autres où existent et s'imposent des règles de savoir-vivre peut contribuer à faire des toilettes l'objet d'un apprentissage.

Des règles peuvent être établies ensemble, en classe, en partenariat avec les élèves, puisqu'ils en sont les principaux usagers. Afin que chacun se sente respecté et, du même coup, se sente appelé à respecter lui-même le règlement et les lieux.

On peut, par exemple, décider de commun accord à quels moments les élèves peuvent quitter la classe, et de quelle manière se formule la demande. On peut imaginer des systèmes institutionnalisés où il n'est pas

14 Guerrand, R.H. (1986) "Les lieux, histoire des commodités", Editions La Découverte, Paris, p.86.

nécessaire d'obtenir une autorisation, mais où chacun sait qu'il a le droit d'aller aux toilettes sans permission, sans exposer à tous sa requête et sans déranger le déroulement des cours.

Un lieu de solitude et un miroir

Lorsqu'ils élaborent les règlements, les enseignants ne doivent pas ignorer que certains enfants ne peuvent accepter l'idée de profiter des récréations pour se rendre aux WC, car ils ont besoin de solitude pour y être à l'aise. De nombreux enseignants refusent l'accès aux toilettes lorsque sonne la fin de la récréation, en justifiant leur refus par le fait que le temps imparti est dépassé. Mais lorsqu'ils négocient ces règlements et les temps de fréquentation des toilettes avec les enfants, il paraît indispensable de penser au respect de l'intimité des plus pudiques d'entre eux.

Hier et demain...

En conclusion, le corps est devenu un produit de consommation et de performances de toutes sortes, un objet à dominer, à conquérir, à dresser. Les manifestations du corps sont toujours refoulées et l'école, représentative de la société, n'y échappe pas. Héritière de traditions très anciennes, sa conception panoptique des toilettes n'a jamais été remise en question.

Pour de nombreux auteurs, dans l'univers scolaire, le corps ne suscite que silence, et les textes pédagogiques en font rarement mention. Pourtant, quotidiennement, une vingtaine de corps sont confinés dans un espace restreint et "c'est là qu'ils semblent le plus absents : la salle classe est en quelque sorte pleine de corps clandestins !"[15] .

L'éducation ne tient pas en une définition unique, mais résulte des mouvements sociaux, politiques, philosophiques qui structurent chaque époque. Eduquer le corps, c'est tendre vers un but, c'est transmettre une éthique, des valeurs, un patrimoine intellectuel.

L'attention, le soin que l'on accorde aux besoins fondamentaux et au confort des élèves, en particulier dans les toilettes scolaires, traduisent un véritable état d'esprit : respect ou mépris. Dès lors, l'éducation physique ne concerne pas seulement le corps.

Elle nous concerne tous, enfants, parents, éducateurs, enseignants et responsables politiques !

"Il n'est pas tout à fait illégitime de soulever un coin du voile du tabou qui pèse encore sur la vie des élèves, à savoir que nombre d'entre eux se retiennent d'aller aux toilettes toute la journée".

15 *Chobaux, J. (1994) "Corps et relation enseignante", in Savoir, Education, Formation, Editions Sirey, Paris, n°2, p.251.*

"PARCE QU'IL N'Y A PAS DE PETITS DROITS..."

par Bernard De Vos,
Délégué général
aux droits de l'enfant

Dans la vie d'un Délégué général aux droits de l'enfant, les interpellations sur le problème des sanitaires à l'école sont fréquentes. Bernard De Vos en parle ici, sans tabou. Il lève un coin du voile sur ce que révèle cette problématique et sur ce qu'elle implique en matière de remises en cause... des adultes.

En tant que défenseur des droits des enfants en Communauté française de Belgique, je veux d'abord rappeler qu'il n'y a pas de "petits droits", pas de droits "minimes", qui existeraient à côté d'autres, considérés comme "essentiels". Tous les droits sont importants.

Avant de revenir au thème des toilettes à l'école, il peut être utile de rappeler que l'institution de Délégué aux droits de l'enfant est complètement autonome, libre et indépendante de tous les pouvoirs politiques et des administrations. Son but principal consiste à veiller à l'application de la Convention des Droits de l'enfant. Ce texte de 1989 reprend une série de droits reconnus aux enfants. Actuellement, il s'agit du document international le plus signé et le plus ratifié au monde. Même s'il n'est pas toujours appliqué de manière idéale, il importe que les Etats signataires s'engagent à nommer une institution comme celle du Délégué général aux droits de l'enfant. Elle est destinée à vérifier l'application des différents droits, et à essayer de les voir de plus en plus appliqués dans tous les domaines concernés par la Convention. Les droits à la santé, à l'intimité – qui viennent d'être abordés dans ce colloque – en font évidemment partie.

Afin de mener ce travail de vérification et d'implantation de la Convention en Fédération Wallonie-Bruxelles, l'administration du Délégué général dispose de quatre responsabilités particulières.

Tout d'abord, elle récolte les questions et les plaintes relatives à l'application de la Convention. Ensuite, elle veille à la promotion de cette dernière. Elle est encore insuffisamment connue, non pour ce qui concerne son existence, mais pour ce qui relève de son contenu.

Sur ce point de la promotion de la Convention, je conçois cette mission de la manière la plus "populaire" possible, dans le bon sens du terme. Cela signifie qu'il faut faire en sorte de parler des droits de l'enfant dans des colloques, des doctes réunions, des conférences, des débats, des symposium, etc. Mais, il s'agit, aussi, d'évoquer ce texte là où se trouvent les gens, d'aller vers eux.

Avec des partenaires, nous avons mené une série d'actions de promotion de la santé – qui est un domaine important – avec le bus des Droits de l'enfant, qui se rendait dans les quartiers populaires, à la rencontre du grand public. Je reste convaincu de l'importance de ce passage direct de messages à la population, en plus de ceux qui sont diffusés parfois par les médias.

Notre troisième responsabilité couvre l'inspection et le contrôle. Enfin, la dernière tâche qui nous a été fixée est importante également, puisqu'il s'agit de la mission d'interpellation et de recommandation auprès des autorités politiques et administratives sur tous les sujets concernant les enfants.

L'intérêt supérieur des enfants

Mon objectif consiste à valoriser tous les droits des enfants. Le sujet de ce séminaire touche à plusieurs de ces droits. Celui du droit à la santé, celui du droit à l'intimité. Celui du droit à la sécurité, parfois aussi. Le tout sans négliger le droit principal de la Convention : faire en sorte que l'intérêt supérieur des enfants soit respecté. Or, dans le thème abordé ici, on voit bien que ces droits ne sont pas suffisamment respectés.

Je me rends dans les écoles. Je suis consterné d'y constater qu'elles n'ont pas forcément évolué depuis le XIXème ou le début du XXème siècle. Cela n'a pas été le cas de la société qui, elle, s'est considérablement modifiée. En revanche, nos écoles – et les toilettes de nos écoles – semblent être toujours dans le même état.

De manière générale, notre école reproduit les inégalités sociales. Plutôt que d'alléger les inégalités sociales des enfants qui y vivent, elle y ajoute même des inégalités scolaires. Nous sommes face à une école qui a du mal à s'inscrire dans notre siècle, et où l'autorité se pratique de manière toujours un peu passéiste.

L'école cumule une série de problèmes de société, mais elle les accentue également : harcèlement, violence, échec scolaire. Tous ces problèmes sont des questions fondamentales. Quant à celle des toilettes, sans doute n'y a-t-il rien de surprenant à ce qu'elle soit, elle aussi, un peu en retard ...

A côté de la plaque

Depuis des années, je réclame une réforme, une refonte globale du système scolaire afin de faire en sorte qu'il soit plus égalitaire et, de manière générale, davantage respectueux des enfants. On peut considérer que parler des toilettes à l'école, c'est prendre les choses par le "petit bout de la lorgnette". Mais cette problématique montre parfaitement à quel point nous sommes "à côté de la plaque"...

Un exemple extrêmement contemporain permet d'étayer mes propos. Dans les grandes villes, notre démographie nous oblige à créer de nouvelles écoles. Je considère qu'il s'agit là d'une immense chance pour repenser les établissements, du début à la fin. Voilà enfin l'occasion d'imaginer un cadre plus contemporain et plus respectueux des droits de l'enfant, que ce que nous connaissons actuellement.

Pourtant, on se contente de placer des conteneurs ou des structures mobiles dans les cours de récréation, d'où on retire donc de l'espace. Parallèlement, on semble "oublier" que la capacité des réfectoires n'est pas augmentée pour autant. Là où il fallait déjeuner en 15 à 20 minutes, ce qui est déjà très peu, voilà que l'on oblige les enfants à manger en 10 minutes. De même, la taille et le nombre de toilettes n'ont pas été accrus, malgré la hausse de la population scolaire. La fréquence des nettoyages – y compris ceux des toilettes – n'est pas davantage revue, ce qui ajoute des soucis particuliers aux problématiques déjà existantes.

Je regrette que l'on continue à parler de création de nouvelles écoles en termes de contraintes car, je le répète, il s'agit réellement d'une opportunité pour réfléchir fondamentalement à l'école, entre autres en s'interrogeant sur la taille ou la forme des classes. Par exemple, doit-on conserver une structure carrée ou envisager une classe en L ? Elle permettrait peut-être un enseignement plus convivial, avec l'appropriation d'un espace pour des activités de tutorat entre élèves. Quant aux toilettes, faut-il conserver des sanitaires cantonnés au fond

de la cour de récréation ? Ne peut-on imaginer, dans les nouveaux bâtiments, de les placer près des classes, afin de pouvoir y accéder sans grands déplacements et avec davantage d'intimité ?

La maîtresse a dit…

Pour moi, le premier intérêt de cette question des toilettes et des sanitaires à l'école est donc le fait de considérer que tous les droits des enfants sont importants. Ma deuxième implication provient de ma responsabilité de répondre aux plaintes et aux questions qui sont formulées au Délégué général des droits de l'enfant.

Nous recevons beaucoup, beaucoup, beaucoup d'interpellations concernant ce problème des toilettes à l'école. Les photos qui nous parviennent peuvent être effarantes. La propreté, l'intimité, les verrous cassés… Toilettes bouchées en permanence, papier qui jonche le sol, rouleaux vides, distributeurs placés à l'extérieur et face auxquels il faut calibrer, à l'avance, les coupons dont on devrait avoir besoin… Tous les problèmes évoqués par Sophie Liebman nous sont rapportés. Mais je veux insister particulièrement sur certains d'entre eux.

Est-il normal que l'on contraigne à se retenir un enfant qui a des besoins physiques naturels ? Comment accepter qu'il puisse éviter de boire, même lorsqu'il fait chaud, parce qu'il a peur d'aller faire pipi ? Ou parce qu'il se trouve dans l'obligation d'attendre, faute d'être autorisé à sortir pendant le cours ? Faut-il occulter le problème de l'affluence aux toilettes au moment de la récréation, et ignorer les conséquences qu'il entraîne ?

La question des toilettes à l'école est une question fondamentale. Elle indique aussi la persistance d'une forme d'autorité particulière sur les enfants et, surtout, sur leurs corps.

Je me pose des questions sur la manière de faire autorité, sur la manière de "gérer" le corps et l'intimité des enfants. Et je trouve, aussi, particulièrement détestable ce système dans lequel l'enfant reçoit deux ou trois bons par semaine, bons qui l'autorisent à aller faire pipi en dehors des heures de récréation…

S'exprimer et participer

Alors, que peut-on faire et que peut-on proposer ? Pour répondre à ces questions que je me suis posées à plusieurs reprises et y trouver des éléments de solutions, j'ai cherché des réponses dans mon "livre de chevet" : la Convention internationale.

Cette Convention rappelle aussi des textes plus anciens, qui évoquent des droits de l'enfant, comme par exemple celui d'être en bonne santé. Deux autres droits sont également essentiels ici : le droit à l'expression et celui à la participation.

Si nous voulons des toilettes propres, agréables, respectées par les enfants, ce sont sur ces deux droits là qu'il faut agir, et rapidement. En effet, on aura beau mettre des toilettes au bon endroit et en bon état, si les enfants ne sont pas associés à la réflexion sur quelque chose qui les concerne directement, il y a beaucoup de risques à ce que les problèmes que nous connaissons aujourd'hui se répètent.

L'excellente expérience pilote menée dans l'école Jean Rolland, à Saint-Ghislain[16], relatée par les médias, a associé les enfants. Et c'est bien ainsi qu'il s'agit de le faire.

16 *Cette initiative est détaillée lors d'une intervention reprise plus loin dans ce document.*

La question des toilettes à l'école n'est pas étrangère au mal vivre dans nos écoles. L'établissement de Cellules Bien-être dans les établissements indique combien il importe de respecter les enfants. Tous ces "petits manquements" à leur intégrité physique, notamment, sont les premières violences que nous leur faisons subir. Face aux violences institutionnelles, les jeunes réagissent par des violences individuelles, punissables, qui vont les mettre au ban de l'école puis peut-être, plus tard, au ban de la société.

Lorsque je dis que je suis le Délégué des droits de l'enfant, j'entends souvent cette réflexion : "c'est bien, mais à quand un Délégué des devoirs ?". Ma seule réponse, qui repose sur l'expérience d'une trentaine d'années de l'éducateur que j'ai été, c'est de rappeler qu'il nous revient, en tant qu'adulte, de garantir un cadre de vie décent pour qu'à leur tour, les enfants le respectent.

Actuellement, face à la situation catastrophique des toilettes, comment peut-on demander du respect à l'enfant, confronté à un cadre qui a été conçu, construit et entretenu de manière telle que le jeune ne peut y trouver une certaine légitimité, pas plus qu'un certain bien-être ?

Pas un point de détail

Quand je suis arrivé à mon poste et que j'ai été sollicité sur ce problème, je me suis tout d'abord demandé de quoi on me parlait. La fréquence des interpellations et les rencontres que j'ai eues avec des acteurs principaux impliqués dans cette problématique, m'ont permis de réaliser à quel point elle était importante. Et à quel point il était important que l'institution que je représente soit présente et s'investisse dans ce domaine. Contrairement aux apparences, il ne s'agit pas d'un point de détail.

On parle beaucoup de harcèlement à l'école. Il s'agit d'une question légitime à laquelle il faut être attentif. Mais si nous commencions nous-mêmes à respecter les enfants dans les milieux où ils sont scolarisés, il y aurait beaucoup de chances qu'ils entrent dans des dispositions d'esprit différents. C'est un cercle vertueux, auquel je vous incite et vous invite collectivement à entrer aussi, à l'occasion de cette discussion sur l'état des sanitaires à l'école.

"Ma seule réponse, qui repose sur l'expérience d'une trentaine d'années de l'éducateur que j'ai été, c'est de rappeler qu'il nous revient, en tant qu'adulte, de garantir un cadre de vie décent pour qu'à leur tour, les enfants le respectent".

LE PETIT COIN DES TÉMOIGNAGES

Les présentations de Michel Devriese, Sophie Liebman et Bernard De Vos ont suscité questions, témoignages et échanges. Voici, en substance, les propos tenus par les participants au séminaire. Pour faciliter la lecture, les questions abordées ont été regroupées par thèmes, sans toujours respecter l'ordre chronologique des différentes interventions.

Les problèmes d'infrastructures, de moyens, de surveillance…

Un chef d'équipe de l'entretien d'écoles : "Je voudrais confirmer à quel point ce problème des sanitaires est interpellant. J'ai analysé les causes et les raisons des problèmes et, en particulier, des contraintes que nous connaissons au niveau structurel. La commune pour laquelle je travaille depuis une douzaine d'années compte d'anciennes écoles, construites au début du siècle dernier, et d'autres, bâties dans les années 1970.

Une des écoles, conçue au siècle dernier pour environ deux cents enfants, n'a pas évolué au niveau de l'agrandissement des bâtiments alors que, chaque année, dix, vingt, et jusqu'à trente élèves s'y ajoutent. En revanche, une autre école des années 70 a été imaginée sur des normes de fréquentation plus réalistes.

L'entretien des toilettes dépend en partie de l'infrastructure présente dans les établissements : elle détermine ce qu'il est possible de faire.

Par ailleurs, nous rencontrons également un problème au niveau du personnel : le nombre de personnes idéal n'est pas atteint et, dans le contexte économique actuel, il semble difficile d'imaginer qu'il va l'être. De plus, dans la commune, le budget attribué à chaque école pour l'entretien total (les produits, etc.) est sous-évalué. Il faut donc se "débrouiller".

Ces différentes contraintes sont cependant connues. Des projets et des améliorations sont au programme. Ainsi, une école construite au début du siècle dernier va enfin disposer, cette année, de nouvelles toilettes adaptées. Il y aura même des miroirs, un point important pour les enfants".

Une enseignante dans le fondamental : "Pour trois cents vingt-sept élèves, mon école compte en tout et pour tout dix toilettes – dont huit fonctionnent – et quatre urinoirs où, malheureusement, les odeurs restent bien ancrées. La situation est donc difficile. De plus, on ne peut laisser ces élèves se balader dans les couloirs pour se rendre à des toilettes qui ne sont pas au même étage que les classes. On s'est demandé s'il était possible d'avoir une toilette à l'étage, mais on ne peut pousser les murs... Et puis, serait-ce mieux pour autant ?

Pour la surveillance, une personne a été placée devant les toilettes. Elle demande aux élèves s'ils ont laissé les lieux propres, s'ils ont tiré la chasse, s'ils ont besoin de la brosse...”

Une directrice et chargée de classe : “Nous comptons une classe unique de maternelle, avec vingt enfants, et une classe unique de primaire, avec dix-sept élèves. Mon problème n'est pas celui du nombre de toilettes: avec trois WC et deux urinoirs, je me considère très satisfaite par rapport à d'autres intervenants. Pourtant, nous sommes en grande réflexion, mon comité de gestion et moi-même, car ces toilettes ne sont pas adaptées, avec leurs pots adultes, alors que nous accueillons des enfants de 2 ans et demi…

Avec des bouts de chandelles, nous avons fait quelques aménagements pour faciliter l'accès aux planches et réduire leur ouverture, afin d'éviter de retrouver certains petits les fesses dans l'eau… Nous avons des projets et de vraies envies de les réaliser. Mais nous n'avons pas l'argent nécessaire. Les subsides accordés nous permettent à peine d'éviter que les enfants aient froid l'hiver. Il me paraît essentiel que mes élèves soient bien quand ils vont aux toilettes. Mais, actuellement, je dois faire passer cette priorité au second plan.

Voilà pourquoi je suis ici, pour cet appel à projets qui pourrait permettre d'offrir du confort aux enfants, et leur permettre d'apprendre dans de bonnes conditions. Je voulais vous remercier pour cette ouverture de possibles, ainsi que pour l'organisation de cette journée”.

Une préfète des études : “Nous comptons dix ou douze toilettes pour mille élèves, c'est dire si nous avons un besoin crucial de changer les choses ! Arrivée en janvier dernier dans cet établissement, j'ai interpellé le Directeur général et le service des infrastructures : ce dernier ne dispose pas des finances nécessaires. Mais nous les possédons en fonds propres. Pourtant, en raison de blocages, nous n'avons aucun moyen d'avancer et de réaliser les travaux. Je suis en attente.

Peut-être allez-vous interpeller la ministre ? Peut-être, pourra-t-on avancer grâce à votre projet ? J'ai besoin que l'on m'ouvre des portes”.

Un directeur d'un département de sécurité et d'hygiène au travail : “Depuis six ans et demi, je compte dans mes domaines d'intervention sept implantations scolaires, ainsi qu'une académie de musique. Même si mes prérogatives, en théorie, s'appliquent seulement au personnel et non aux enfants, je porte une attention particulière au cadre de vie de ces derniers. Lors de mes audits et contrôles, je constate des situations scandaleuses dans ces écoles.

Depuis six ans et demi, je réalise des rapports, dans lesquels j'implique le service provincial de médecine scolaire, la médecine du travail, et moi-même. Mais rien ne change. Les moyens attribués par les Pouvoirs organisateurs vont à d'autres choses : l'hygiène passe toujours au second plan”.

Une enseignante : “Je suis interpellée par le fait que tout ce qui touche aux compétences ou à l'école de l'excellence fait l'objet de nombreux contrôles. En revanche, il n'y en a pas pour les toilettes, ni pour les valeurs à promouvoir au sein de l'école, ni pour tout ce qui fait que nos enfants doivent sortir heureux et bien dans leur peau de nos écoles. Outre les directions et les Pouvoirs organisateurs, qui peuvent donner de grandes lignes, il n'y a rien concernant ces thèmes, et c'est peut-être là, aussi, que le bât blesse”.

La sécurité

Une institutrice : "Lors d'une inspection, il y a un an et demi, une inspectrice nous a assuré que nous risquions d'avoir de sérieux problèmes si nous laissions un enfant quitter la classe sans surveillance.

Je voudrais ajouter qu'il est bien souvent vrai que les enfants sont mal lotis au niveau des toilettes, mais le corps enseignant ne l'est sûrement pas moins !".

Une proviseur : "Dans un établissement de sept cents élèves, il est impossible de prévoir de laisser les élèves sortir librement pendant les cours pour se rendre aux toilettes".

Une enseignante : "Je prends le risque de laisser les enfants aller seul aux toilettes. Je pense qu'il est plus important qu'ils y aillent quand ils en ont besoin. Mes collègues qui se réfèrent à la circulaire nous interdisant de laisser les enfants se balader seuls dans l'école sont déjà celles qui, auparavant, empêchaient les enfants de sortir.

Certains enseignants se servent de l'accès aux toilettes comme d'un pouvoir, comme d'un instrument d'autorité. Il y a dix jours, j'ai entendu une institutrice dire : *Tu n'as pas été sage, tu n'iras pas aux toilettes maintenant*".

Le succès et la pérennité des projets

Une proviseur : "Lorsque je suis arrivée dans mon athénée, il y a quatre ans, j'ai été effarée de voir l'état des toilettes. Vraiment effarée, et d'autant plus que ma fille se trouve dans cette école. Lorsque j'ai dit à mon chef d'établissement qu'il fallait faire quelque chose, avec un petit sourire, il m'a donné son OK.

Nous avons mis de nouvelles planches, de nouvelles chasses, de nouvelles portes, de nouveaux verrous. Le système de distribution de papier a été changé, afin de ne plus le laisser à l'extérieur. Nous avons prévu des coupons que l'on tire l'un après l'autre, pour éviter de retrouver tout un rouleau dans les cuvettes. Afin de contribuer à l'hygiène, des distributeurs de savons ont été prévus. Chez les filles, des miroirs ont été placés.

Je ne peux vous dire ma déception : tout cela n'a pas tenu un an. Tout a été saccagé, malgré la présence d'un éducateur devant la porte. Pour moi, cela a été une grosse déception.

J'ai accusé le coup et j'ai décidé de travailler autrement sur notre deuxième implantation, qui est plus petite. Pour impliquer ces élèves de secondaire, j'ai fait un appel aux volontaires autour du thème "Changeons nos toilettes". Les candidats ont fait une série de propositions, comme celle de repeindre les box avec des couleurs différentes, de prévoir des planches colorées, de faire des dessins dans certaines toilettes…

Le projet a vraiment bien fonctionné. Mais lorsque les élèves qui y avaient participé – et qui étaient parmi les plus âgés – sont partis, cela a été un retour à la case départ. Tout a été détruit. Des robinets ont été laissés ouverts ou ont été arrachés. Il a fallu prendre des mesures pour protéger le matériel, le visser, prévoir un grillage autour des distributeurs de savon… Je me dis parfois que cela ressemble à une prison.

Mon chef refuse de refaire les toilettes tous les deux ou trois ans. Comment faire pour que les élèves qui participent à ce genre de projet arrivent à faire prendre conscience aux autres qu'il s'agit d'un lieu que l'on

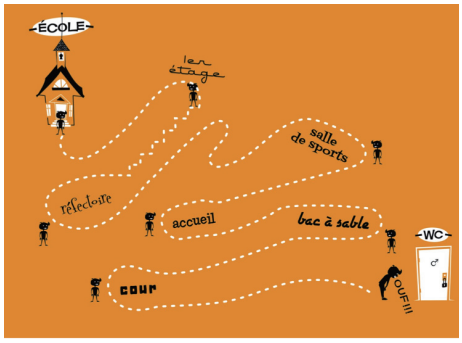
respecte? Impliquer les jeunes ne suffit pas si le respect ne se transmet pas, car alors, le problème revient. Je suis preneuse de solutions qui durent plus de 2 ou 3 ans".

Une enseignante : "On constate que des dégradations se produisent dans les toilettes dans le fondamental, comme dans le secondaire. La question à se poser relève, aussi, de celle de l'éducation à la citoyenneté. Comment faire pour défouler autrement sa violence? Il s'agit d'apprendre aux enfants à respecter ce qu'ils ont, même si ce n'est pas assez".

Une directrice : "Le bien-être des élèves se retrouve… ou ne se retrouve pas aux toilettes. Quand les élèves ne sont pas bien à l'école, ils se soulagent directement aux toilettes, en particulier de leur colère. Les toilettes sont le reflet des écoles, comme dans les entreprises, comme partout ailleurs".

LES TOILETTES, DU CÔTÉ DES JEUNES

par Fatima Amkouy
et Fanny Ryelandt,
ASBL Jeune Et Citoyen



Il ne suffit pas de décider de rénover les toilettes, encore faut-il savoir quels chemins emprunter pour y parvenir avec succès! Fanny Ryelandt et Fatima Amkouy, animatrices de l'ASBL Jeune Et Citoyen, ont accompagné les projets pilotes initiés par le Fonds BYX, dont celui de l'école Jean Rolland (Saint-Ghislain)[17]. Elles reviennent ici sur les grandes lignes de cette expérience[18].

L'ASBL Jeune Et Citoyen est une organisation qui promeut la participation des jeunes dans leur milieu de vie, que ce soit l'école, l'école de devoirs ou la rue. La spécificité de notre ASBL repose sur des interventions destinées à mobiliser les jeunes. Notre organisme permet aux enfants ou aux jeunes de découvrir, de s'exprimer, d'échanger, de réfléchir, de partager. Nous le faisons à travers un accompagnement (également à destination des enseignants ou des équipes éducatives), des animations, des formations, et en nous appuyant principalement sur les structures participatives qui existent au sein des écoles.

S'il y a bien un thème qui, au départ, intéresse les jeunes, c'est celui des toilettes : il les fédère vraiment. Dans 95% des écoles où nous nous rendons, les toilettes constituent un véritable cheval de bataille. Mais, il faut également garder en mémoire le fait que quand les toilettes sont propres, tout un travail de sensibilisation demeure indispensable pour que la situation perdure...

A l'école Jean Rolland de Saint-Ghislain, notre contribution a consisté à seconder l'ASBL Question Santé en proposant un soutien axé sur le processus du projet et assurer ainsi la participation de tous les acteurs. Pour le dire autrement, nous étions chargées de "la forme", et non "du fond".

Les jeunes, pivots de l'aventure

Ce projet de rénovation des sanitaires avait une spécificité : il tournait et se fondait autour d'un objectif commun impliquant un maximum d'acteurs, enfants y compris. Quant à nous, nous n'étions évidemment pas présentes en permanence dans l'école.

Dans chaque établissement, les réalités ne sont jamais les mêmes. Dans ce cas-ci, pour fournir un processus d'intervention, et l'outillage qui le complète, nous avons rencontré la dizaine de délégués de classes, ainsi que tous les enseignants et les adultes concernés comme, par exemple, les techniciennes de surface.

17 *Les autres expériences pilotes, initiées par le Fonds BYX, se sont déroulées à Binche (Athénée Royal) et à Châtelineau (Collège Pie X).*

18 *Les propos de Mme Fanny Ryelandt ont été recueillis lors d'une interview postérieure au colloque, afin de compléter les informations destinées aux lecteurs qui n'ont pu participer aux échanges informels tenus lors de la matinée.*

Un état des lieux a permis aux enfants de (re)découvrir leurs toilettes. Pour certains, il s'agissait d'une véritable découverte… puisqu'ils s'abstenaient d'y aller toute la journée d'école.

Les jeunes ont été le pivot central de l'avancée du projet. Une formation destinée aux délégués de classe leur a permis d'acquérir les outils nécessaires à la mise en oeuvre du projet et de clarifier leur rôle.

Bien sûr, il n'est pas évident de former des délégués lorsqu'ils vont de la 1ère à la 6e, ni de tous les mobiliser de la même façon. Ainsi, ceux de 6è année savent qu'ils seront bientôt partis. Il s'agit donc pour eux d'accepter de se battre "pour les autres". Nous leur expliquons que même s'ils ne voient pas directement le bénéfice de leur engagement, cette expérience leur permet de devenir capables de lancer de futurs projets dans leur prochaine école. De plus, ils acquièrent des apprentissages utiles : savoir mieux s'exprimer, récolter les besoins des autres, trouver le juste milieu entre des enfants d'âges et de milieux différents.

Au cours du projet, nous avons incité les élèves à s'interroger sur les idées à garder, sur le réalisme de certaines d'entre elles, sur la question de savoir si elles étaient acceptables et pouvaient se concrétiser. Il leur a fallu également apprendre à maîtriser les outils nécessaires à la gestion d'une réunion, puisque les délégués se tournaient vers les adultes, puis répercutaient les résultats auprès des enfants afin de les informer, de les consulter, de se concerter, puis de coordonner et de sensibiliser l'ensemble des acteurs de l'école à ce projet. Afin d'évaluer les avancées, les délégués ont aussi appris à jeter un regard rétrospectif sur ce qu'ils avaient mis en place.

Autour d'une table

Si ces jeunes étaient présents à ce colloque, ils vous diraient qu'ils ont beaucoup entendu parler des questions QQQOCP : qui, quoi, quand, comment, où, combien (comme pour : combien cela coûte-t-il ou combien de temps cela va-t-il prendre ?), pourquoi… En particulier, ils ont été sensibilisés aux questions du "qui" comme dans "qui fait quoi et pour quand?". Soit autant d'interrogations qui sont des paramètres nécessaires et indispensables à la mise en place d'un projet.

A Saint-Ghislain, nous avons également soutenu l'organisation de réunions de coordination au sein de l'école. Ces rencontres régulières ont permis de faire le point entre tous les interlocuteurs impliqués. On y a entendu et écouté tous les avis. On y a également dispatché les tâches en déterminant clairement à qui elles étaient attribuées.

Pour progresser concrètement sur le projet, des rôles avaient été définis pour chacune des 10 classes. Par exemple, l'une était chargée de la décoration, l'autre de la rénovation et de ses plans (cette tâche, plus technique, est revenue aux 6èmes), etc. Les 1ères ont pris des photos "avant-après" tout au long des travaux. Cette répartition a permis de s'assurer que l'ensemble des missions se réalisait, et que chaque acteur avançait dans le délai imparti.

Lors des réunions, les membres contrôlaient la réalisation des missions confiées lors de la réunion précédente. Il était ainsi possible de mettre l'accent sur les points qui "coinçaient", afin de voir si une aide était nécessaire. Enfin, il était important de s'assurer que chacun, au sein de l'école, était au courant de l'avancement du projet.

Chaque enseignant a pu trouver dans cette organisation – et dans le projet global – un intérêt pour sa classe. En tout cas, nous avons senti que tout le monde se laissait "embarquer". Nous avons également bénéficié de l'appui clair et net de la direction. Son impulsion et son soutien pour fédérer le projet, pour lui donner les

moyens indispensables en prévoyant le temps nécessaire aux réunions et un lieu pour les tenir, ont également été un atout important.

A travers l'installation d'un processus et son suivi, notre rôle est donc revenu à permettre que tout s'enchaîne et que, dans le dynamique d'une année scolaire, ce projet reste au coeur des préoccupations. Bref, que nul ne lâche prise, car personne n'est susceptible de mener le travail à la place de ses acteurs.

Le "faire" n'est pas la frontière

Si, à Saint-Ghislain, le projet a vraiment bien fonctionné, c'est aussi parce qu'une pédagogie du projet y était déjà très présente. Il existait donc une culture permettant de mobiliser collectivement autour d'un projet.

Dans cette école, la rénovation des toilettes est devenue un projet d'école parce que la participation et la sensibilisation ont été partagées par l'ensemble des acteurs. Nous rencontrons de nombreux établissements qui nous parlent du souhait des jeunes de revaloriser les toilettes. Mais notre expérience, notre témoignage, tient en quelques constats : l'objectif fonctionne et perdure là où on ne se contente pas de "faire", mais où on sensibilise, où on implique à la fois les jeunes, les enseignants et les autres adultes concernés.

La sensibilisation permet aussi à un projet de fonctionner et de durer. En six ans, toute la population d'une école se renouvelle. Si un projet de rénovation s'arrête le jour de la fête de son inauguration, qu'en restera-t-il quelques années plus tard ? La mobilisation des élèves doit donc continuer.

Ces différentes conditions indispensables au succès n'effacent pas tous les obstacles – et il y en a eu, bien entendu, à Saint-Ghislain. Elles n'empêchent pas non plus de constater que la situation est plus difficile encore dans le secondaire. Mais en tout cas, partout, ensemble, il faut évaluer, revenir en arrière, communiquer, recommencer. Et cela, sans jamais oublier de permettre à l'ensemble des acteurs de se questionner, une condition indispensable pour l'avancement du projet vers un objectif commun[19].

"Le projet fonctionne et perdure là où on ne se contente pas de 'faire', mais où on sensibilise, où on implique à la fois les jeunes, les enseignants et tous les autres adultes concernés".

19 *Une courte vidéo, retraçant le projet, et réalisée par des acteurs de l'école Saint-Ghislain, a été projetée aux participants. Celle-ci peut être visionnée sur http://netournonspasautourdupot.be/outils-et-plus-encore, rubrique 'Expériences concrètes'.*

UN PROJET, PAS À PAS

Voici un aperçu des "outils" fournis par Jeune Et Citoyen aux jeunes, lorsqu'ils décident de mettre en place un projet dans leur école.

A partir d'une demande exprimée par exemple en disant : "il faut refaire les toilettes", il s'agit de passer au stade de projet. Ce passage implique une véritable transformation.

Pour y parvenir, à Jeune Et Citoyen, nous incitons les jeunes à partir de cette question : que pouvons-nous faire pour améliorer les choses ? La base de gestion d'un projet repose sur les questions Qui-Quoi-Quand-Où-Comment-Pourquoi ou Pour quoi (QQQOCP) (voir l'article précédent). Plus on complète les réponses à ces différentes interrogations, plus le projet prend forme.

Ainsi, par exemple, à la question du "Comment rénover des toilettes ?", les jeunes peuvent imaginer des activités pour récolter de l'argent. Le pourquoi (ou le pour quoi) est également très important : les élèves doivent être au clair sur le but du projet, et s'interroger sur ce que ce dernier changera au sein de l'école.

La réponse à l'ensemble de ces questions débouche sur un document, qui peut être présenté aux adultes. Il donne du poids à la demande des jeunes. Cette mise en projet montre qu'ils se l'approprient et sont actifs dans sa réalisation.

Faire passer le message

Une partie de notre travail consiste également à préparer les enfants au dialogue qu'ils vont avoir avec les adultes sollicités par un de leurs projets.

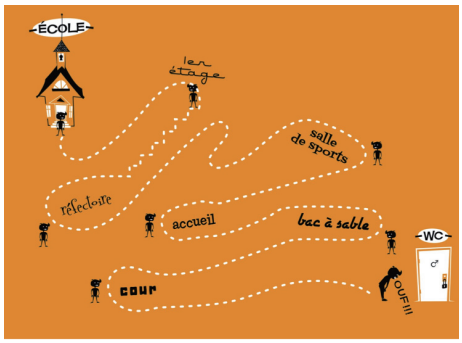
Nous incitons les jeunes à passer par un modèle de communication bien construit lorsqu'ils présentent un projet. Cette "technique" favorise l'écoute des adultes à leurs demandes.

Tout d'abord, il s'agit d'exposer les faits. Par exemple, les jeunes peuvent souligner que les toilettes doivent être rénovées parce qu'elles sont fort dégradées. En deuxième lieu, il est utile de spécifier les sentiments qui découlent de cette situation. Ainsi, les élèves peuvent exprimer leur sentiment d'insécurité, expliquer qu'ils n'osent pas se rendre aux toilettes, etc. Ensuite, vient la présentation des solutions qu'ils ont élaborées. Enfin, l'exposé des conséquences et des implications du projet pour l'école revient à lister les "plus" qui en ressortiraient pour l'établissement.

Notre accompagnement reste de l'apprentissage. Rien ne se fait en un jour. Nous guidons les jeunes, en tentant d'apporter un nouveau souffle aux projets. Les élèves devront prendre le risque que tout ne soit pas parfait et que leur projet ne corresponde pas forcément à celui imaginé par les adultes. Mais l'idée sous-jacente est de parvenir à une solution concertée, avec l'accord de toutes les parties, et à un avancement en commun. Il faut donc accepter des allers-retours et les ajustements progressifs. Et cela, tant du côté des jeunes que de celui des adultes…

"DES SANITAIRES COMME NOUS LES AVONS RÊVÉS…"

par Jasmine Charles,
directrice d'école



L'école Jean Rolland, à Saint-Ghislain, a fait partie des projets pilotes soutenus par le Fonds BYX. Ici, rénover les toilettes de fond en comble a été un vrai projet d'école. Avec des hauts, quelques bas, mais un cap qui n'a pas varié. La directrice Jasmine Charles raconte[20] ce qui a permis de mener à bon port les transformations, sous l'oeil attentif et impliqué des élèves. Son récit met également en évidence les forces qui permettent de se lancer dans de telles aventures. Et de les boucler victorieusement.

Vous avez devant vous une directrice heureuse, très heureuse.

Voilà seize ans que je dirige l'école Jean Rolland. Notre projet d'établissement est basé sur les sciences, et nous avons déjà développé de nombreux projets, parfois importants.

Lorsque j'ai eu écho de l'appel du Fonds BYX à des volontaires pour un projet pilote concernant les sanitaires, j'ai tout de suite été très intéressée. En effet, chez nous, les sanitaires étaient un réel problème, assez complexe. Il s'agissait d'un espace mixte, parfois peu sûr, en particulier pour les petites filles. Autre donnée importante, la localisation des toilettes rendait impossible de laisser les enfants de la 1ère à la 3e primaire y aller pendant les cours, car cela impliquait un trajet trop important.

En découvrant la possibilité de soutien du Fonds BYX, l'idée était donc de solliciter cette aide, puisqu'avec les enseignants, nous étions convaincus de la nécessité d'intervenir pour rénover les toilettes. Mais tout l'art de l'enseignant consiste à ne pas imposer aux enfants le choix d'un projet : dans notre école, nous veillons à rester attentifs aux demandes des enfants. Il nous paraissait donc impossible de ne pas entendre leur avis. Allaient-ils être conscients de l'importance de cette problématique ?

Les élèves… aux urnes !

Nous avons décidé de faire un sondage. Les élèves de 6è année sont passés dans les classes : ils ont demandé aux enfants de déterminer les quatre lieux de l'école qu'ils souhaitaient changer (en maternelle, des dessins étaient présentés pour permettre le choix). Les "nominés" ont été : la cour de récréation, le réfectoire, les sanitaires et la classe. Tous les enfants ont ensuite voté entre ces candidats potentiels.

Comme l'on s'y attendait quand même, les élèves ont désigné en priorité les sanitaires (plus de cent trente voix sur deux cents enfants). Le (premier) pari était gagné !

20 *Les propos tenus par Mme Jasmine Charles lors du colloque ont été complétés par une interview réalisée ultérieurement : l'article ci-dessous propose une synthèse de ces deux interventions.*

Une fois assurés du soutien et de l'adhésion des élèves, nous pouvions commencer à envisager d'aller plus loin pour améliorer les toilettes et l'accessibilité à l'eau.

Gare au piège de la solitude

Sur un tel projet à long terme, il m'aurait été impossible de tenir le coup toute seule. Le rôle des animatrices de Jeune Et Citoyen a été déterminant. En mettant en place et en soutenant les processus, elles ont permis à tous d'adhérer au projet. Par exemple, au départ, certains enseignants s'inquiétaient à l'idée d'une surcharge de travail, qui risquait de surcroît d'entraver la réalisation du programme scolaire. Les animatrices ont fait office de relais, elles ont sécurisé l'équipe enseignante, ont permis de lever les objections légitimes. De plus, le travail en Commission a permis à chacun d'écouter l'autre et a renforcé l'implication de tous.

Pour la petite histoire, lorsque les délégués de classe ont été invités à imaginer leurs sanitaires et qu'ils ont réclamé des écrans plasma, nous avons été là pour leur rappeler qu'ils exagéraient ! Mais, je dirais que les enfants ont vraiment rêvé leurs sanitaires : ils ont fait des recherches, ils en ont débattu et ils sont parvenus à concevoir un projet adapté.

Avec le soutien des animatrices, le travail accompli dans l'école a ensuite permis de séduire le Pouvoir Organisateur, qui a adhéré à la conscience collective de l'importance du projet.

Toute la vie de l'école

Nous étions donc tous réunis autour d'un même souhait : essayer de changer les sanitaires. Mais, bien sûr, une fois lancé le mouvement, encore a-t-il fallu tenir la distance et surmonter les difficultés. Sur ce point encore, lorsqu'il le fallait, les animatrices ont su restimuler la flamme.

Je le souligne à nouveau, il s'agit d'un énorme projet. Et il a concerné toute la vie de l'école pendant une très longue période, puisqu'il a commencé vers octobre 2013, pour se conclure par une inauguration officielle des nouveaux sanitaires en juin 2015.

Durant ce laps de temps, nous avons traversé un cap très difficile en juin 2013. Nous avons alors appris que les travaux ne pouvaient pas commencer, ainsi que nous l'avions pensé. A ce moment-là, franchement, j'avoue que nous sommes beaucoup à avoir cru que tout allait tomber à l'eau. Mais, à la mi-septembre, nous fûmes prévenus que la machine était relancée. La Ville allait débuter les travaux : ils n'avaient été que temporairement repoussés. Pour nous, cela a été un rebondissement émotionnel incroyable.

Tous nos sanitaires ont donc été abattus – il n'y avait pas d'autre choix – puis rebâtis. Le PO avait accepté de nous laisser accéder à une autre batterie de WC située près de notre réfectoire, mais habituellement non destinée à l'école.

Pendant la rénovation, les enfants ont suivi l'évolution des travaux. Ils ont rencontré les différents corps de métiers et ils s'y sont identifiés. Quant aux délégués de classe, ils ont vraiment grandi pendant tout ce parcours, et ils ont régulièrement rapporté ce qui devait l'être aux autres élèves de leur classe.

Les bons points

Parmi les changements principaux, nos nouveaux sanitaires comprennent, dans l'entrée, un petit sas de séparation. Il délimite le côté interdit aux filles ou interdit aux garçons. Des baies vitrées, ainsi que la présence de surveillants près des fenêtres, permettent aussi de rassurer les enfants. Nous avons également tenu compte des évolutions de nos élèves et prévu, pour les grandes filles de 5è ou de 6è, des poubelles discrètes.

Ce projet s'est avéré à la fois très sécurisant et très valorisant pour les élèves. Il a été développé en harmonie avec notre projet d'établissement, lui-même en adéquation avec le Décret "Missions" et les socles de compétences. En aucun cas, au cours de cette année et demie, nous n'avons perdu de temps : bien au contraire, nous avons élevé les enfants.

Ce projet a également été valorisant parce qu'il a pu correspondre à notre projet d'école basé sur les sciences, et que les démarches entreprises avec les élèves ont permis de développer l'interdisciplinarité. En effet, toutes les matières ont été concernées : le français (avec, par exemple, la rédaction des lettres de remerciement ou de la Charte des WC), la géométrie (pour les plans), l'histoire, la géographie, le cours d'éveil, d'éducation artistique...

L'enfant a pu se poser des questions, observer, argumenter. Nous avons réellement avancé en continuité avec notre travail et notre approche pédagogique. Cette transversalité a, sans doute, été l'un des grands succès de cette aventure.

De plus, le projet a été enrichissant parce qu'un véritable travail d'équipe s'est instauré. Je n'aurais jamais pu le mener seule, ou seulement avec les enseignants, ou rien qu'avec les enfants. Nous n'aurions pas été assez forts...

Un grand départ

Au tout début, des collègues m'avaient dit : "alors, tu vas faire dans les WC ?". Oui, nous l'avons fait. Cela n'a pas toujours été facile. La longueur du projet a sans doute constitué son frein principal, avec plus d'un an de travail en Commission et des rebondissements, comme celui du timing des travaux. Mais nous l'avons fait.

L'inauguration des toilettes a été fixée en juin, après la fête de l'école. Ce projet de nouveaux sanitaires dans lequel les élèves se sont tant investis – et qu'ils se sont appropriés – méritait une fête à part entière.

Pour l'avenir, je pense que le beau et le propre appellent le beau et le propre. Mais, nous allons régulièrement continuer à parler des sanitaires.

De plus, ce projet nous donne l'impulsion pour en débuter d'autres, comme un grand départ pour la suite, par exemple en revalorisant peut-être la cour de récréation ou en réfléchissant à l'amélioration des conditions dans le réfectoire, où mangent 100 enfants à la fois...

Voilà pourquoi je suis une directrice heureuse.

"La transversalité a, sans doute, été l'un des grands succès de cette aventure".

VOUS AVEZ DES PROJETS ? NOUS AVONS DES OUTILS

par Bernadette Taeymans,
ASBL Question Santé

Les écoles qui se lancent dans un projet de rénovation des sanitaires sont en demande de balises, de recommandations, d'informations concrètes et de soutien. Pour y répondre, la campagne "Ne tournons pas autour du pot!" et son site internet proposent une série d'outils. A utiliser sans réserve.

A ce stade de nos discussions, il serait bien évidemment inutile de rappeler à nouveau à quel point le sujet des sanitaires est problématique, parfois tabou, et loin d'être toujours prioritaire.

Le petit sondage que nous avons lancé à Question Santé à propos des sanitaires à l'école a reçu 800 réponses. Cela montre l'importance, pour les répondants, de communiquer leurs préoccupations et leurs attentes. Parmi eux, plus de 40% étaient des directeurs d'école, ce qui témoigne de leur implication dans cette thématique. 35% des personnes (enseignants, parents d'élèves...) ont jugé que les sanitaires de leur école étaient sales et 10%, très sales. Elles ont également été 74% à estimer que la sensibilisation des élèves était le premier levier pour améliorer la situation, à côté de mesures concrètes et techniques.

Au tout début de notre collaboration, le Fonds BYX nous a demandé de réaliser un état des lieux pour traiter le problème de l'eau et de son accessibilité dans le milieu scolaire. Les toilettes n'étaient donc que l'un des axes à suivre, à côté de l'accès à l'eau potable comme boisson, de la possibilité de se laver les mains lorsqu'on en a besoin (tout particulièrement avant de manger ou en sortant des toilettes), et du brossage des dents. Cependant, vous ne serez pas étonnés de m'entendre confirmer que toutes les rencontres, visites, interviews, lectures et recherches d'expériences ont mis en évidence la priorité du thème des toilettes.

L'état des lieux a fait l'objet d'une publication[21]. Cette étude de terrain, cette "photo" de situations à un moment donné, ce document de mise en contexte, détaille les constats, les difficultés rencontrées et les pistes pour une politique de l'eau à l'école. Mais, la mise en lumière spécifique des éléments portant sur les toilettes nous a amenés, en accord et en concertation avec le Fonds BYX, à traiter spécifiquement de cette question.

C'est ainsi que, dans un premier temps, des expériences pilotes ont été menées, en 2013 et 2014. Jasmine Charles vous a détaillé l'une d'entre elles. Michel Devriese vous parlera des projets à venir pour prolonger ces premières avancées. Depuis 2014, d'autres initiatives ont également été mises en place.

21 *"L'école et ses 'fondament'eaux'. Constats et projets pour une politique de l'eau à l'école", mars 2015. Ce document peut être consulté, téléchargé ou commandé en version papier via le site web de la Fondation Roi Baudouin : www.kbs-frb.be (rubrique Publications).*

Elles passent par les outils de la campagne "Ne tournons pas autour du pot !" et, notamment, par le site qui lui est dédié.

Une valse à trois temps

Les sanitaires à l'école soulèvent un grand nombre de questions transversales telles que les normes, les moyens financiers ou humains, les choix et les priorités mais, aussi, les questions d'éducation, de respect. Ces interrogations touchent des problèmes qui relèvent du vivre ensemble, du respect du corps et de l'intimité. Il faut aussi y ajouter, entre autres, la multiplicité des acteurs et la difficulté à pérenniser les actions.

Sur le terrain, il existe une demande pour des pistes et des recommandations. Les interventions de la salle le rappellent : faire construire de superbes et belles toilettes, cela ne suffit pas. De même, réaliser un travail pédagogique avec une ou deux classes d'élèves se révèle probablement insuffisant. En effet, dans ces scénarios, on court le risque de devoir reconnaître, en bout de course, que malgré la rénovation des toilettes… tout est de nouveau dégradé.

Face à ce problème complexe posé par les sanitaires à l'école, pour obtenir des résultats durables, les expériences pilotes, tout comme la revue de littérature, démontrent que trois axes doivent être travaillés conjointement, de façon parallèle, cohérente et coordonnée : l'infrastructure, l'organisation et la pédagogie.

Le temps de l'engagement

Le site internet *www.netournonspasautourdupot.be* adopte un ton léger et interpellant à la fois. Son objectif est, d'une part, de motiver les écoles à s'engager dans un projet de rénovation de leurs espaces sanitaires. Le projet va donc allier réaménagement, aspect pédagogique, sensibilisation, ainsi que les questions d'organisation. D'autre part, il s'agit aussi d'accompagner les écoles, étape par étape, dans la mise en place d'un projet.

Concrètement, le site propose une méthode et des repères pour mener un projet à long terme. Il n'offre évidemment pas de recettes miracles : il n'en existe pas et nous le savons tous. Mais ce sont des balises, des points méthodologiques. Le site propose également des fiches à télécharger tout au long de l'année. Liée à une étape-clé du projet, chaque fiche comporte des exemples très concrets d'activités. Et enfin, vous y trouverez des outils ou des expériences menées dans d'autres écoles, des trucs et astuces qui ont fonctionné, des idées auxquelles on n'avait pas forcément pensé pour son école.

Bien évidemment, le site ne peut proposer un accompagnement équivalent à celui des projets pilotes au niveau de la présence, de l'intensité ou de la proportion du soutien. Néanmoins, la méthodologie que nous vous proposons place les élèves au centre du mouvement, d'un projet collectif concerté qui se construit dans les trois dimensions indispensables à sa pérennité : l'infrastructure (Qu'aménage-t-on ? Que réaménage-t-on ? Que répare-t-on ? Que décore-t-on et comment ?), les comportements, ainsi que l'organisation et la logistique. Il s'agit de réfléchir, ensemble, au fonctionnement optimal qui est souhaité, en terme d'accès, de nettoyage, de fourniture, tout en ancrant des actions de sensibilisation à long terme.

Des fiches pour avancer

Sur le site internet, les "Fiches d'accompagnement" qui détaillent ces étapes permettent et permettront de donner un cadre, des lignes à suivre, de construire des projets sérieux, de les pousser, de les faire avancer. Il s'agit d'un vrai coup de pouce face aux difficultés que les uns et les autres risquent de rencontrer.

Bien sûr, tout le monde ne sera pas confronté aux mêmes problèmes, car tout le monde n'a ni les mêmes réalités ni les mêmes spécificités. Cependant, il sera possible de retrouver dans les fiches les questions transversales et celles concernant la gestion des projets, qui seront sans doute rencontrées dans toutes les écoles.

Enfin, pour terminer sur les outils qui vous sont destinés et qui peuvent vous être utiles, il existe également une brochure[22]. Ce "recto/verso" retrace les questions, les difficultés, les étapes du projet. Il peut servir de "mémo" – peut-être à placer dans les toilettes? En tout cas, il évoque les différentes étapes, en essayant de transmettre le dynamisme et l'énergie nécessaires pour mener ce type de projet, pour y travailler en équipe, avec les enfants au centre mais, aussi, des adultes qui se soutiennent mutuellement tout au long des étapes du développement du projet.

"La méthode d'accompagnement place les enfants au centre du projet. Le tout sans négliger les trois axes nécessaires à la construction d'un projet durable : infrastructure, pédagogie et organisation".

22 *La brochure est téléchargeable sur le site www.netournonspasautourdupot.be. Elle peut également être commandée, en quantité limitée, auprès de l'ASBL Question Santé via l'adresse mail : info@questionsante.org*

LE PETIT COIN DES QUESTIONS

L'exposé d'un projet pilote et celui des outils de soutien imaginés pour toutes les écoles a suscité un dialogue dans la salle. Il a également permis de mentionner la possibilité de s'appuyer sur le jeu "Mon Petit coin", récemment retravaillé (une première version avait été mise à disposition des services PSE - Promotion Santé à l'Ecole) et destiné au soutien pédagogique des écoles primaires. Ce jeu permet d'aborder les questions d'apprentissage et, sans intervenir dans la gestion des projets, se présente comme un complément très intéressant aux autres outils proposés.

Une logopède dans une école secondaire pour adolescentes caractérielles et avec une déficience mentale légère : "Y a-t-il des normes concernant le nombre de toilettes par nombre d'élèves ? Pour nos deux-cents trente élèves, nous avions dix toilettes, mais cela coûtait trop cher en dépenses d'eau : cinq ont été fermées. La direction et le Pouvoir Organisateur assurent qu'il s'agit de normes tout à fait légales…".

Bernadette Taeymans : "Il n'existe pas de loi, mais des recommandations, qui datent des années 1970. On y parle d'un WC pour vingt filles ou pour trente garçons, ou d'un urinoir pour trente garçons. Au-delà de cinq cents élèves, ces chiffres peuvent être divisés par deux. Aucune mesure de contrainte n'oblige à être au-dessus de ces normes. Ou en-dessous (le texte est consultable dans le rapport sur l'état des lieux)".

Une enseignante : "A l'école Jean Rolland, comment avez-vous réussi à impliquer les parents dans votre projet d'école ? Ont-ils seulement bénéficié d'une présentation du projet ou en ont-il été des acteurs ?".

Jasmine Charles : "Au début du projet, les enfants en ont parlé à leurs parents. J'ai ensuite rédigé un petit mot, qui a été glissé dans le journal de classe de chaque élève, et qui évoquait la grande aventure qui allait se mettre en place grâce au soutien reçu pour lancer le projet pilote. En pratique, les parents n'étaient donc pas acteurs du projet.

En revanche, en octobre, nous avons été confrontés à des cas de shigellose[23], une bactérie tropicale qui peut se transmettre via les toilettes. Cet épisode a suscité l'intervention des parents. En effet, l'école a alors connu un mouvement de panique chez les parents. Pour résumer, d'un côté, on travaillait à l'amélioration et la rénovation des sanitaires, et de l'autre, en maternelle, là où le problème a débuté et s'est principalement posé (il n'y a eu que quelques cas en primaire), nous étions confrontés à cette maladie qui n'est pas grave, si elle est bien soignée. Franchement, j'ai cru un moment qu'il allait falloir fermer l'école... Mais j'ai appelé le Centre de santé à mon secours et l'intervention du

23 La shigellose ou dysenterie bacillaire est une maladie infectieuse d'origine bactérienne, causée par l'un des types de la bactérie Shigella.

PSE a été déterminante. Une réunion a été organisée avec les parents : beaucoup d'entre eux étaient présents. Le médecin a dédramatisé la situation. Il a également rappelé aux parents que l'éducation à l'hygiène se faisait avant tout à la maison, plutôt qu'à l'école".

Michel Devriese : "Le projet pilote a permis de débloquer d'autres fonds : pourriez-vous nous en parler ?".

Yasmine Charles : "Mon Pouvoir Organisateur (PO) est mon chef. Quand nous avons imaginé mener ce projet, il n'était pas possible de s'y avancer sans l'accord du PO, qui devait participer à la rénovation des sanitaires. Une demande officielle a donc été transmise au PO, ainsi qu'une convention fournie par la Fondation Roi Baudouin. Le PO l'a acceptée. Notre projet résulte donc d'une participation équilibrée entre le PO et le Fonds".

Une chargée de mission (pour l'enseignement fondamental et les centres PMS de la Fédération Wallonie-Bruxelles) : "J'aimerais revenir sur un point, souligné aussi par Madame Charles : on met souvent le poids de la responsabilité de l'éducation sur l'école, plutôt que sur des acteurs comme les parents. Alors que les professionnels sont souvent dénigrés dans les enquêtes pédagogiques ou ailleurs, je crois qu'il faudrait vraiment féliciter ces acteurs de terrain, qui trouvent toujours l'enthousiasme pour porter les générations futures. Le rôle de l'école, c'est d'enseigner, de passer, de transmettre la connaissance, le savoir-faire et savoir-être, non d'éduquer en premier lieu. Voilà donc mes questions : la Fondation Roi Baudouin envisage-t-elle de porter aussi ce projet et ce travail à faire dans les milieux familiaux ? D'autre part, tous les établissements sont-ils informés du partenariat qu'ils devront mettre en place avec le PO ?".

Véronique Tellier : "Les projets-pilotes ont été suivi durant toutes les phases par un Comité d'accompagnement[24]. La Communauté française y est représentée mais, aussi, les associations de parents des différents réseaux. Cela représente une manière d'interagir avec les parents".

Michel Devriese : "Dans notre approche, le décloisonnement est effectivement important. La 6ème réforme de l'Etat a bouleversé le champ des différentes compétences. Ici, par exemple, l'ONE, qui est en contact direct avec les familles et les petits enfants, est bien au courant de ce projet. Nous avons également été au Cabinet de la Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance pour l'en informer. L'idée est de travailler tous ensemble, à tous les niveaux et avec tous les partenaires : il n'y a que comme cela que nous y arriverons !".

24 *Il est composé par : Yves Dario (Secrétaire Fonds BYX, Fondation Roi Baudouin), Michel Destiné (Direction générale de l'Enseignement obligatoire, Fédération Wallonie-Bruxelles), Michel Devriese (Président Fonds BYX), Fabienne Henry (Commission Promotion de la Santé à l'Ecole), Catherine Lelion, Stéphane Houbion (Jeune Et Citoyen ASBL), Raymond Vandeuren, Valérie Léonet (Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants), Sarah Goffin, Sacha Lesage (Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel), Sophie Liebman (enseignante), Bénédicte Loriers (Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique), Etienne Michel, Edith Devel (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique), Isabelle Polain (Cellule Bien-être, Fédération Wallonie-Bruxelles), Anne Glinne, Marie-Christine Routheut (Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné), Gerrit Rauws (Fondation Roi Baudouin), Patrick Trefois, Virginie Roth, Bernadette Taeymans (ASBL Question Santé), Véronique Tellier (Fonds BYX), Franck Vanderbeken (Service général de l'Enseignement obligatoire, Fédération Wallonie-Bruxelles), Michel Nsengiyumva, Karin Van der Straeten (Délégué Général aux Droits de l'Enfant).*

PLACE AUX PROJETS POUR DEMAIN

par Michel Devriese,
Président du Fonds BYX

Après avoir remercié tous les acteurs qui se sont mobilisés depuis trois ans, le président du Fonds BYX a détaillé ses propositions de soutien.

L'appel à projets dont je vais vous parler à présent ne sera pas un "one shot". En effet, le Fonds BYX entend bien s'inscrire dans la durabilité et assurer une amélioration du bien-être sur le long terme.

Un premier appel à projets démarre actuellement pour les écoles du fondamental, mais je tiens à rassurer celles du secondaire : elles ne devront pas attendre 2017 pour être concernées par un appel à projets qui leur sera destiné. Nous allons nous y atteler rapidement.

Si nous avons fait ce choix de travailler en deux phases, en séparant le fondamental et le secondaire, c'est parce que les outils et les approches y sont quelque peu différents. Mais l'essentiel, c'est d'avoir débuté, afin de répondre à l'enthousiasme de plus de 3000 implantations en Fédération Wallonie-Bruxelles.

En fonction des besoins

En quoi consiste, concrètement, l'appel à projets dont je vais vous parler ?

Nous proposons un soutien financier pouvant aller jusqu'à 5000 euros par projet. Certaines écoles ont peut-être déjà un équipement matériel satisfaisant, mais elles manquent d'un accompagnement pédagogique. Pour d'autres, une réfection serait nécessaire. Pour d'autres encore, un coup de peinture ou bien toute autre sorte d'aide… A travers le soutien apporté, nous voulons mobiliser les énergies, les moyens disponibles, humains et financiers.

Si l'appel à projets peut permettre de débloquer des situations – par exemple parce qu'en raison de ce premier soutien financier accordé par le Fonds, des PO s'engagent et suivent le mouvement, si l'appel parvient à provoquer cette mobilisation, la partie sera gagnée. Je précise que nous ne demandons pas que les PO participent à hauteur de notre contribution. Mais nous voulons qu'ils s'impliquent.

Un délai relativement court[25] a été fixé pour le dépôt des dossiers de candidature, qui sont gérés par la Fondation Roi Baudouin. L'annonce de la sélection des dossiers, donnée avant les congés scolaires, va permettre aux écoles sélectionnées de savoir qu'elles peuvent se mettre au travail dès septembre 2015. Les enseignants de ces établissements auront donc des devoirs de vacances pour préparer leur rentrée scolaire en fonction de ce projet !

25 *L'appel lancé officiellement le jour du séminaire s'est clôturé le 20 avril 2015.*

Des critères de sélection

Nous n'avons pas fixé un nombre limite de dossiers acceptés. La qualité des projets proposés va déterminer les choix et le nombre de ces derniers. Mais il existe, bien sûr, un certain nombre de critères de sélection qui vont être pris en compte.

Le dossier de candidature devra montrer clairement l'implication et la participation des élèves dans les prises de décisions et de réalisation du projet.

Nous souhaitons également une participation active de l'ensemble des acteurs de l'école. Nous avons vu lors de ce séminaire, à travers la présentation de Madame Charles, à quel point il était important d'inscrire le projet dans un projet d'école, qui implique toutes les catégories de personnes qui y vivent et y travaillent. Il ne s'agit donc pas de faire reposer toutes les initiatives sur les enseignants ou sur les techniciennes de surface ou sur le PO…

Par ailleurs, le dossier de candidature devra démontrer le réalisme et la faisabilité du projet, tout comme sa globalité et sa cohérence. De manière générale, le projet éducatif doit montrer que l'eau et son accès sont au centre des préoccupations de l'école. C'est le cas lorsque cette dernière a déjà mené des actions dans ce cadre, par exemple en éliminant les distributeurs de sodas.

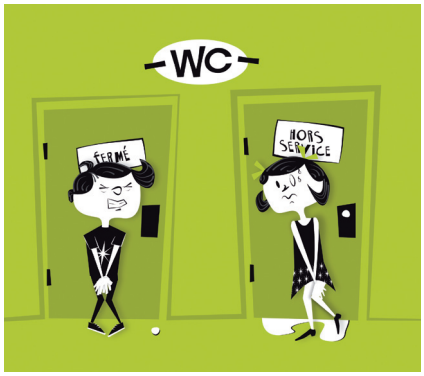
L'articulation entre l'aménagement matériel et la sensibilisation pédagogique fait également partie des points importants. La problématique des toilettes ne se résume pas à un nombre de cuvettes, même s'il s'agit d'un point non négligeable.

Voilà pourquoi le dernier critère à souligner ici concerne la durabilité du projet. Le dossier de candidature doit montrer clairement que tout est mis en place pour qu'il s'agisse d'un investissement durable, tant au niveau du choix du carrelage que pour l'entretien et la sensibilisation des élèves.

On le sait, la promotion de la santé est un éternel recommencement. Petit à petit, nous avançons, nous gagnons du terrain, nous obtenons des résultats, avec des effets durables. Ils montrent que nous progressons. Mais tout le travail de cheminement qui mène à ces résultats est essentiel aussi : c'est celui que nous accomplissons et accomplirons encore ensemble.

"Nous voulons mobiliser les énergies, les moyens disponibles, humains et financiers".

RÉSUMÉ



Géré par la Fondation Roi Baudouin, le Fonds BYX s'investit dans des actions de promotion de la santé à destination des jeunes. Dans l'état des lieux sur l'accessibilité de l'eau au sein des écoles, réalisé par l'ASBL Question Santé à la demande du Fonds, il est apparu que la problématique des sanitaires occupait la première place des préoccupations.

Le Fonds BYX a alors décidé de mener des projets pilotes visant l'amélioration de l'état des sanitaires. Une campagne, avec un site internet dédié, s'y ajoute désormais afin de soutenir les établissements engagés dans un projet de rénovation. En débutant un appel à projets, le Fonds entend poursuivre cette série d'initiatives.

Respect ou mépris ?

De nombreux élèves n'osent pas aller aux toilettes et/ou se retiennent toute la journée, évitent de boire, une situation non sans retentissement sur leur bien-être, leur concentration et leurs performances de travail. Pourtant, ce sujet qui empoisonne la vie des élèves est tabou : habituellement, dans l'univers scolaire, le corps ne suscite que silence et on s'interroge peu sur le déni des besoins corporels de l'enfant.

Dans bien des établissements prévalent encore la vision, l'architecture et l'organisation de latrines inadaptées, héritées de conceptions du XIXème siècle. Quant aux élèves, c'est souvent dans les toilettes, seul endroit de l'école où ils échappent au contrôle social, qu'ils expriment leur malaise, leur souffrance, leur colère.

Et si l'on considérait plutôt les toilettes comme un objet de socialisation parmi d'autres, avec des règles de savoir-vivre, établies en classe, en partenariat avec les élèves, dans le respect de chacun ? L'attention apportée aux besoins fondamentaux et au confort des élèves traduit un véritable état d'esprit : celui du respect ou du mépris.

Place aux droits

Le droit à la santé, à l'intimité, à la sécurité, au respect… tous ces droits sont impliqués dans la problématique des sanitaires à l'école. Dans la mesure où il n'existe pas de hiérarchie entre les droits de l'enfant, ils doivent tous être défendus et valorisés. Or, actuellement, ils ne le sont pas, et singulièrement pas dans les toilettes scolaires, restées figées aux normes des siècles précédents. Ce faisant, l'école passe à côté de ses enjeux et missions.

Une forme d'autorité particulière que l'on fait peser sur les enfants à travers les contraintes imposées à leur corps persiste. Pourtant, en s'appuyant sur les droits de l'enfant, y compris leur droit à l'expression et à la participation,

il serait possible de sortir d'un schéma dans lequel l'enfant, non respecté, se retrouve victime de violences institutionnelles.

Un ensemble de freins

Les principaux freins identifiés sont l'existence de problèmes de vétusté, un nombre de sanitaires insatisfaisant, des moyens insuffisants, un manque de priorité accordé à l'hygiène, etc. Les questions de sécurité et les difficultés liées à la pérennité des projets engagés en matière de rénovation des sanitaires sont également évoquées, tout comme la place des parents et le rappel de leur rôle éducatif.

Des projets pilotes au top

L'ASBL Jeune Et Citoyen a accompagné des projets pilotes. Son rôle a consisté à guider le processus du projet de rénovation des toilettes en donnant les outils de gestion de projet nécessaires aux participants.

La formation des délégués de classe, la tenue régulière de réunions de concertation aux balises clairement établies, tout comme la répartition des rôles et fonctions impartis à chacun, ont permis d'avancer. En fait, pour fonctionner, un projet doit reposer de manière indispensable sur la participation de l'ensemble des acteurs de l'école, informés et sensibilisés tout au long du processus.

Une directrice d'une des écoles pilotes a confirmé que le projet de rénovation s'était inscrit dans un projet d'école, avec la participation, l'adhésion et l'implication des enfants, ainsi que de tous les adultes concernés, pouvoir organisateur y compris.

Des outils en plus

Dans un sondage réalisé par Question Santé, 35% des répondants avaient estimé que les toilettes de leur école étaient sales, et 10%, très sales. Au-delà de ce constat, les sanitaires à l'école soulèvent une série de questions transversales. Elles touchent aux problèmes financiers, humains, d'organisation, de priorités, d'éducation, de respect. La multiplicité des acteurs impliqués et la difficulté à pérenniser les changements opérés dans les toilettes doivent également être pris en compte.

Dès lors, tout projet de rénovation devrait être travaillé en respectant trois axes indispensables : celui de l'infrastructure, de l'organisation et de la pédagogie. Afin de suivre ces recommandations, la campagne 'Ne tournons pas autour du pot !' et le site qui lui est dédié (*www.netournonspasautourdupot.be*) proposent de soutenir les écoles avec des fiches d'accompagnement. Elles ont pour objectif de fournir une méthode, des balises et des repères permettant d'élaborer des projets participatifs, tout en veillant à sensibiliser tous les acteurs de l'école.

Après un premier appel à projets destiné aux écoles du fondamental, un nouvel appel, réservé aux établissements du secondaire, sera lancé. Les soutiens accordés permettront de répondre aux besoins des écoles impliquées dans un projet pensé et adapté à leurs situations.

ANNEXE 1 :
PROGRAMME DU SÉMINAIRE

Sanitaires à l'école : levons le tabou !

Séminaire de réflexion et d'échanges

Jeudi 12 mars 2015

De nombreuses écoles souffrent encore aujourd'hui de conditions sanitaires préoccupantes. Il n'est pas rare que des élèves se retiennent ou soient empêchés d'aller aux toilettes pendant leur journée de cours.

Les conséquences de ces situations sont multiples : problèmes urinaires à répétition, baisse de la concentration, mal-être voire difficultés scolaires…

Le sujet n'est pas anodin et pourtant, il reste relativement tabou au sein du milieu scolaire.

Le **Fonds BYX**, géré par la Fondation Roi Baudouin, qui soutient des projets de promotion de la santé en milieu scolaire, a choisi de prendre ce sujet à bras le corps.

En partenariat avec l'asbl Question Santé, le Fonds BYX organise le 12 mars 2015, un séminaire sur cette question.

Programme

- **9H00 ACCUEIL – CAFÉ**
- **9H30** ***Introduction au séminaire***
  par Michel DEVRIESE, Président du Fonds BYX

  Les toilettes à l'école, entre invisibilité et intimité
  par Sophie LIEBMAN, enseignante et auteure d'un mémoire sur la question

  Quand les toilettes à l'école interpellent les droits de l'enfant...
  par Bernard DE VOS, Délégué général aux droits de l'enfant

  QUESTIONS-RÉPONSES
- **PAUSE-CAFE**

  Retour sur une expérience pilote
  par Jasmine CHARLES, Directrice de l'Ecole Jean Rolland de Saint-Ghislain et Fatima AMKOUY, animatrice-formatrice à l'asbl Jeune et Citoyen

  Présentation des outils de la campagne Ne Tournons Pas Autour du Pot
  par Bernadette TAEYMANS, Question Santé asbl

  QUESTIONS - RÉPONSES

  Clôture du séminaire et lancement d'un appel à projets
  par Michel DEVRIESE, Président du Fonds BYX
- **13H00 LUNCH SANDWICHES**

ANNEXE 2 :
RÉCOLTE GRAPHIQUE

par Philippe Brasseur, cultivateur d'idées

Synthèse, en mots et en images, sur un seul visuel, d'un contenu complexe comme une conférence, un colloque, etc. La combinaison du texte et du visuel permet de restituer non seulement le contenu, mais aussi l'énergie, les valeurs et les émotions de la rencontre.

PAS ASSEZ DE TOILETTES !
PAS LES SOUS !
2 feuilles chacun, pas plus !
VANDALISME
Priorité à L'EXCELLENCE !
PAS LE PERSONNEL !
OUI, MAIS !
PAS DE RESPECT DE LA PART DES ENFANTS !
PAS UNE PRIORITÉ !
OUI, ET...
IMPLIQUER LES ÉLÈVES DANS LA RÉNOVATION
ORGANISER DES FORUMS HEBDO
ASSOCIER LES PARENTS À LA RÉFLEXION
SENSIBILISER TRÈS JEUNE
CONTRÔLER DAVANTAGE L'HUMANITÉ DE NOS ÉCOLES
?!
AUTANT QUE LES "COMPÉTENCES"

Fondation
Roi Baudouin

Agir ensemble pour une société meilleure

www.kbs-frb.be

La Fondation Roi Baudouin est une fondation indépendante et pluraliste, active au niveau local, régional, fédéral, européen et international. Nous voulons apporter des changements positifs dans la société et, par conséquent, nous investissons dans des projets ou des individus qui peuvent en inspirer d'autres. En 2014, la Fondation Roi Baudouin et les Fonds qu'elle gère ont attribué 30 millions d'euros de soutien à 1.712 organisations et 270 individus pour des projets autour de la pauvreté, la santé, le développement, l'engagement sociétal, le patrimoine…

La Fondation organise également des journées d'études, des tables rondes, des expositions et partage des expériences et des résultats de recherche dans des publications (gratuites). Nous nouons des partenariats et stimulons la philanthropie 'via' et non 'pour' la Fondation Roi Baudouin.
2.122 personnes mettent leur expertise à disposition dans nos commissions d'experts, comités d'accompagnement, comités de gestion et jurys indépendants. Leur engagement bénévole garantit des choix de qualité, l'indépendance et le pluralisme.

La Fondation a été créée en 1976, à l'occasion des 25 ans de règne du Roi Baudouin.

Merci à la Loterie Nationale et à tous les donateurs pour leur précieux soutien.

Suivez-nous sur

Fondation Roi Baudouin,
Fondation d'utilité publique
Rue Brederode 21, 1000 Bruxelles
info@kbs-frb.be
02-500 45 55

Les dons sur notre compte
IBAN: BE10 0000 0000 0404 –
BIC: BPOTBEB1 sont fiscalement
déductibles à partir de 40 euros.

Sanitaires à l'école : levons le tabou !

Actes du séminaire de réflexion et d'échanges

pub n° 3354

Fondation Roi Baudouin

Agir ensemble pour une société meilleure

www.kbs-frb.be

Suivez-nous sur